

RETROUVEZ LA TOTALITÉ DES ARTICLES SUR :

<http://www.academie-gaullisme.fr/> COURRIEL : acadgaul1@free.fr

À JÉRUSALEM !

un tramway
nommé annexion

par Luc BEYER DE RYKE,

LA politique est émaillée et ponctuée de coups de cymbales. Mais la partition ne se résume pas à cet assourdissement. Elle se déroule au son des violons. Elle progresse, envahit l'espace et nous emporte. C'est ce que réalise le grand orchestre d'Israël placé sous la baguette de Benjamin Netanyahou.

Dans le conflit israélo-palestinien il est un épice nommé Jérusalem. Comme le dit très bien Avraham Burg, l'ancien président de la Knesset, « Jérusalem est une icône ».

Suite page 2

Sommaire	
Pages	
1, 2	Luc BEYER DE RYKE
1, 3,	Georges AIMÉ
4	THÉÂTRE
5 à 7	Jean-Louis GUIGNARD
8	Pierre CHASTANIER
9, 10	Hélène NOUAILLE
11, 12	Christine ALFARGE
13	Luc BEYER DE RYKE
14, 15	DÎNERS-DÉBATS

NOUS VIVONS DES TEMPS BIEN SINGULIERS... MAIS AUSSI BIEN ORDINAIRES !

par Georges AIMÉ

Ln'est pas de politique qui ne se réclame de la démocratie et de la liberté de penser.

Il n'est pas de politique qui ne veuille l'indépendance de la Justice.

Il n'est pas de politique qui ne veuille plus de justice sociale.

Il n'est pas de politique qui ne déclare vouloir le bonheur du peuple.

Il n'est pas de politique qui..., etc.

Que de distorsions entre la parole et les actes.

Que de mépris, que de mensonges ou d'omissions plus ou moins volontaires.

Commençons par le Sénat. Pour faire des économies la nouvelle majorité va-t-elle revenir sur le salaire des sénateurs ? 11.540 €/net mensuel (seule la moitié est fiscalisable) + 1.000 €/mensuel de ... prime informatique (de quoi se recycler à la fin de leur mandat comme revendeur) + gratuité des transports. Tout cela ne porterait pas à critique si ces messieurs faisaient le travail pour lequel ils sont payés. Ainsi, avant l'élection, sur les 343 membres que compte la Haute assemblée, 90 étaient assidus, 120 travaillaient à temps partiel et le reste aux abonnés absents... sans doute plus préoccupés de leurs affaires personnelles, à l'instar de M. Guérini, ou de parcourir les couloirs des ministères pour obtenir des

subventions pour leur commune ou département que d'étudier les textes de lois. S'il faut une seule raison pour interdire le cumul des mandats, celle-ci suffit. Que dire des 1.869 €/mensuel de retraite touchés, grâce à M. Delanoé, après un mandat de six ans ? Retraite qu'ils cumuleront avec celle de fonctionnaire puisque la moitié d'entre eux font partie de cette catégorie. Quant au taux de conversion il est pour le conjoint survivant d'un sénateur de 66 %. À comparer avec les 54 % et les 1.500 € touché par un salarié moyen du privé qui devra attendre plus de quarante ans pour toucher cette somme. Ces élus, si prompts à dénoncer les avantages de telle ou telle catégorie de salariés et le coût du travail qui en découle, sont-ils prêts à revenir sur le salaire des 1.260 fonctionnaires de leur institution qui s'échelonnent de 2.300 € pour le jardinier à 20.000 € pour le secrétaire général ? Il est vrai qu'il faut quand travailler trente-deux heures par semaine, n'avoir que quatre mois de vacances et une prime de nuit (même si l'on ne travaille pas quand le soleil est couché)... *Nous vivons des temps bien singuliers.*

Continuons avec l'Élysée Selon les chiffres fournis par Bercy pour le projet de loi de finances, le budget 2009 de la présidence était en hausse de 11,5 %, et atteignait pas moins de 112,33 millions d'euros. « C'est

Suite page 3

À JERUSALEM !..(SUITE)

L'autre jour au Sénat lors d'un colloque consacré à la ville sainte, Elias Sanbar, ambassadeur de la Palestine à l'Unesco évoquait « *la confusion de souverainetés divines et temporelles* ». pour conclure que la seule à devoir être négociée est « *celle de hommes* ». Ce qui n'est pas si simple.

Si les sentiments ne sont pas négociables, soit par conviction, soit au nom d'une volonté politique, ils sont déroulés comme de bannières. Jérusalem en offre le témoignage. Sans être toujours pleinement conscient de ce qui s'y passe, on assiste à une double évolution qui aboutit à un véritable basculement ethnique, religieux et sociologique. Les Juifs laïcs sont de plus en plus nombreux à quitter la ville en laissant la place aux religieux. Et ceux-ci, en étendant leur emprise, investissent les quartiers arabes, chassant ainsi les Palestiniens. Le Gouvernement israélien accentue, en particulier à Jérusalem, sa politique de colonisation. Le Premier ministre vient d'annoncer une dernière tranche de centaines de nouveaux logements.

Mais les choses n'en demeurent pas là. Il est un autre épisode que l'on pourrait décrire et traduire en paraphrasant le titre de Tennessee Williams, « *Un tramway nommé annexion* ». L'histoire ne date pas d'hier mais elle approche de son épilogue.

Le 17 juillet 2005, Ehud Olmert étant Premier ministre, le Gouvernement israélien a signé un contrat avec le consortium *Citypass Limited* associant des entreprises françaises et israéliennes. Ce sont *Alstom*, *Véolia Transport* pour la France, *Polar* et *Ashtram* pour Israël – avec de fonds de banques israéliennes *Leami* et *Hapoalim* qui se retrouvent pour construire et exploiter la ligne et le tramway de Jérusalem. Après trente ans l'entreprise sera transférée aux Pouvoirs publics. Il existait également un projet de tramway à Tel Aviv. Faute de moyens financiers il a été provisoirement abandonné. L'enjeu politique explique pourquoi Jérusalem est prioritaire. Le tracé de la ligne a pour but de rapprocher et relier Jérusalem-ouest de colonies juives de Jérusalem-est. La ligne traverse

Jérusalem-est. On peut imaginer que rares seront les Palestiniens qui accepteront – ou oseront – monter à bord du « tramway de colons » (1). L'arrivée du tramway, dont la ligne d'un terminus à l'autre sera mise en service très prochainement, entraîne une conséquence majeure. Depuis la nuit de temps la porte de Damas constituait l'entrée de Jérusalem. De vastes travaux sont en passe d'être accomplis. La porte de Damas va être fermée durant deux ans. Tout le trafic, obligatoirement, passera par la porte de Jaffa, accès direct à Jérusalem-ouest, c'est-à-dire à Jérusalem-juive. Deux tunnels doivent être percés. Sur le trajet du tramway deux églises byzantines ont été détruites et les vestiges recouverts d'une plaque de béton alors que Jérusalem a été inscrite au patrimoine mondial de l'humanité. Ses sites dès lors devraient bénéficier d'une protection.

Tandis que de plus en plus de colons israéliens s'installent au cœur de quartiers arabes, le tramway prend Jérusalem en tenaille. Avec la complicité d'entreprises françaises. Tout ceci doit être su et dénoncé. Ce qui ne doit pas nous empêcher de reconnaître les mérites où ils sont.

Que la France ait appuyé la candidature de la Palestine à l'Unesco est un geste positif. Mais il faut être très clair. L'Unesco ne reconnaît pas les États. Par le vote exprimé il accueille le peuple de Palestine. Pas l'État.

On aimerait voir la France concrétiser politiquement son « geste culturel ». Plusieurs anciens ministres, dont Hubert Védrine que Nicolas Sarkozy tient en estime, le demandent. Le jour où la Palestine entrera aux Nations Unies, avec elles, ce sera « un tramway nommé Désir » dont les Palestiniens et tous leurs amis salueront l'arrivée. ■

(1) Depuis le 1^{er} septembre 2011, le tramway circule à Jérusalem sur une partie de la ligne et cela gratuitement.

NOUS VIVONS DES TEMPS BIEN SINGULIERS...(SUITE)

une progression très forte, 6,3 fois supérieure à celle du budget de l'Etat. À ce rythme, en cinq ans, Nicolas Sarkozy doublera le budget de l'Elysée », a estimé le député René Dosière. Trente millions sous Chirac, 100 millions en 2008, 112 millions en 2009, combien en 2010 ?... *Nous vivons des temps bien ordinaires.*

Poursuivons avec nos députés cumulards de tous bords. Maire, président d'une communauté de communes, président du conseil d'administration de l'hôpital local, député, président de parti... parfois membre actif d'un cabinet d'avocats ou expert en ceci ou cela. Comment font-ils pour assumer correctement chaque fonction ? Eh bien, ils font l'impasse et confient à la technocratie dont il s'entoure les tâches auxquelles ils devaient consacrer tout leur temps... c'est du moins ce qu'ils avaient promis à leurs électeurs. Si vous souhaitez connaître l'activité de votre député à l'Assemblée nationale, je vous conseille le site <http://www.nosdeputes.fr/>

Je pourrai poursuivre cette litanie avec les dépenses somptuaires de certains présidents de conseils régionaux ou parler de celles décidées par des maires mégalomanes, etc. Tout a n'a aucune importance puisqu'au bout du compte on vous demandera de réduire votre train de vie pour combler les déficits... à vous de payer les dettes !
Nous vivons des temps bien singuliers.

Médias. Les politiques ne sont pas les seuls donneurs de leçons. Il y a aussi les pseudo-experts de tous poils et certains commentateurs de la vie politique ou économique. Ainsi il est une radio nationale qui ne cesse de nous vanter les vertus de l'Union européenne et qui jamais nous parle des peuples européens, de leur culture et de leur mode de vie. D'ailleurs elle devrait s'appeler *Franglais-info* puisque la langue employée est une espèce de sabir incompréhensible et quand elle nous entretient de musique... elle est anglaise ou américaine.

Il en est de même pour les commentateurs sportifs. Tous sont des experts du ballon, qu'il soit rond ou ovale, et savent ce qu'il faut faire pour gagner... en général limoger l'entraîneur. Il est vrai qu'ils ont des alliés précieux, en l'occurrence les dirigeants de la fédération de Rugby qui ont jugé opportun d'annoncer le nom du prochain responsable alors que l'actuel est en phase finale de coupe du monde. Quelle élégance, quel savoir-vivre. *Nous vivons des temps bien ordinaires.*

Publicité. Les publicitaires ne sont pas en reste. Agissant sur le complexe d'infériorité des Français vis-à-vis des Allemands (qui n'a d'égal que le complexe de supériorité qu'ils nourrissent à l'égard des Espagnols et des Italiens)

on nous vante les qualités d'une voiture française avec un texte dit par un Français avec un... accent allemand. Le contenu de la publicité pour les voitures allemandes est suffisamment insupportable pour ne pas en rajouter !

À ce sujet, il est une attitude dont on parle rarement quand on évoque les résultats économiques de nos voisins d'outre-Rhin, c'est leur attitude citoyenne qui les fait privilégier leurs marchés avant tout. Quel que soit leur niveau social. Pour le coup, nous ferions bien de nous en inspirer.

Exemple révélateur de cette attitude, l'État confie à *Orange* la réalisation de l'excellente idée du ministre de l'Enseignement supérieur, Laurent Wauquiez, d'équiper 10.000 étudiants d'une tablette reliée à Internet, pour 1 € par jour. Que fait *Orange*, elle choisit *Apple* et *Samsung* alors que la société française *Archos* pouvait répondre...
Nous vivons des temps bien singuliers.

Exemplarité. Comment asseoir sa crédibilité quand on n'est pas exemplaire ? Juge partial, policiers véreux ou au service d'intérêts particuliers, président de conseil régional mafieux, députés et/ou sénateurs qui agissent pour que des taxes votées par l'Assemblée nationale ne s'appliquent pas - ou soient diminuées - quand elles touchent des industries implantées dans les régions dans lesquelles ils sont élus, TOUS ne sont pas dignes de leur poste ou de leur fonction. IL NE FAUT PLUS VOTER POUR EUX ET LICENCIER CEUX QUI SE SONT MONTRER INDIGNES.

Il est des lieux réunissant nombre d'intellectuels de tous horizons et de toutes tendances qui réfléchissent au devenir des Français qui refusent de recevoir le front national sous prétexte qu'il n'est pas fréquentable. Outre le fait que ce n'est pas un parti interdit, il va représenter aux prochaines élections présidentielles plus de 20 % des Français. Peut-on continuer à ne pas vouloir voir la réalité ? Doit-on attendre que cet ennemi soit sur nos talons ?

Quand nous nous retournerons, il nous dépassera, il sera trop tard !

Au moment où je « boucle » cet article, nous apprenons que les Grecs vont être appelés à se prononcer sur leur devenir au sein de l'Europe. Nos élites se déchaînent... le peuple, le peuple, le peuple... il faut le caresser dans le sens du poil pour se faire élire mais sûrement pas lui demander son avis... !

La révolte des modérés, aujourd'hui mouvement des indignés, chère à Jacques Daur, pourrait bien prendre une ampleur insoupçonnée. ■

THÉÂTRE ou RÉALITÉ

La scène se passe dans les jardins du Château Bellevue, à Berlin. Angela von Mecklemburg et Nicolas de Neuilly se sont discrètement éclipsés de la réception offerte par le roi de Prusse. On entend, au loin, les accents du quatuor de Joseph Haydn.

Nicolas :

Madame, l'heure est grave : alors que Berlin danse Athènes est en émoi et Lisbonne est en transe. Voyez la verte Erin, voyez l'Estrémadoure Entendez les Romains : ils appellent au secours ! Ils scrutent l'horizon, et implorent les Dieux. Tous les coffres sont vides, et les peuples anxieux attendent de vous, Madame, le geste généreux ! De leur accablement ils m'ont fait l'interprète : Leur destin est scellé, à moins qu'on ne leur prête cet argent des Allemands sur lesquels vous réglez. Cette cause est bien rude, mais laissez-moi plaider

Angela :

Taisez-vous Nicolas ! Je crois qu'il y a méprise Folle étais-je de croire à une douce surprise En vous suivant ici seule et sans équipage Jem'attendais, c'est sûr, à bien d'autres hommages ! Mais je dois déchanter, et comme c'est humiliant De n'être courtisée que pour son seul argent !

Nicolas :

Madame, les temps sont durs, et votre cœur est grand vos attraits sont troublants, mais il n'est point décent d'entrer en badinage quand notre maison brûle ! Le monde nous regarde, craignons le ridicule ! Notre Europe est malade, et vous seule pouvez La soigner, la guérir et, qui sait ? La sauver ! Nous sommes aujourd'hui tout au bord de l'abîme

vous n'y êtes pour rien, mais soyez magnanime ! Les Grecs ont trop triché ? Alors la belle affaire ! Qu'on les châtie un peu, mais votre main de fer Est cruelle aux Hellènes, et nous frappe d'effroi !

Angela :

J'entends partout gronder, en Saxe, Bade ou Bavière l'ouvrier mécontent, le patron en colère. Ma richesse est la leur, ils ont bien travaillé. L'or du Rhin, c'est leur sueur et leur habileté. Et vous me demandez, avec fougue et passion De jeter cette fortune au pied du Parthénon ? Ce serait trop facile et ma réponse est non !

Nicolas :

On ne se grandit pas en affamant la Grèce En oubliant Platon, Sophocle et Périclès ! Nos anciens nous regardent, et nous font le grief D'être des épiciers et non pas de vrais chefs ! Helmut Kohl est furieux et Giscard désespère. Un seul geste suffit, et demain à Bruxelles Desserrez, je vous prie, le nœud de l'escarcelle !

Angela :

Brisons là, je vous prie, la nuit est encore belle Votre éloquence est grande et mon âme chancelle... Mais si je disais oui à toutes vos demandes Je comblerais la femme, et trahirais l'Allemande !

(Ils s'éloignent, chacun de leur côté.)

Académie du Gaullisme
B.P. 48, 94700 Maisons-Alfort
acadgaul1@free.fr

BULLETIN D'ADHÉSION 2011 ET D'ABONNEMENT À "18 JUIN"

à retourner à Académie du Gaullisme, B.P. 48 - 94702 Maisons-Alfort

Nom et Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Tél. _____ Courriel _____ Date de naissance _____

Cotisation + de 25 ans : 35 € • - de 25 ans : 16 € • Couple : 39 € • Membre bienfaiteur : à partir de 75 € (établir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme)

RECONSTRUIRE L'EUROPE

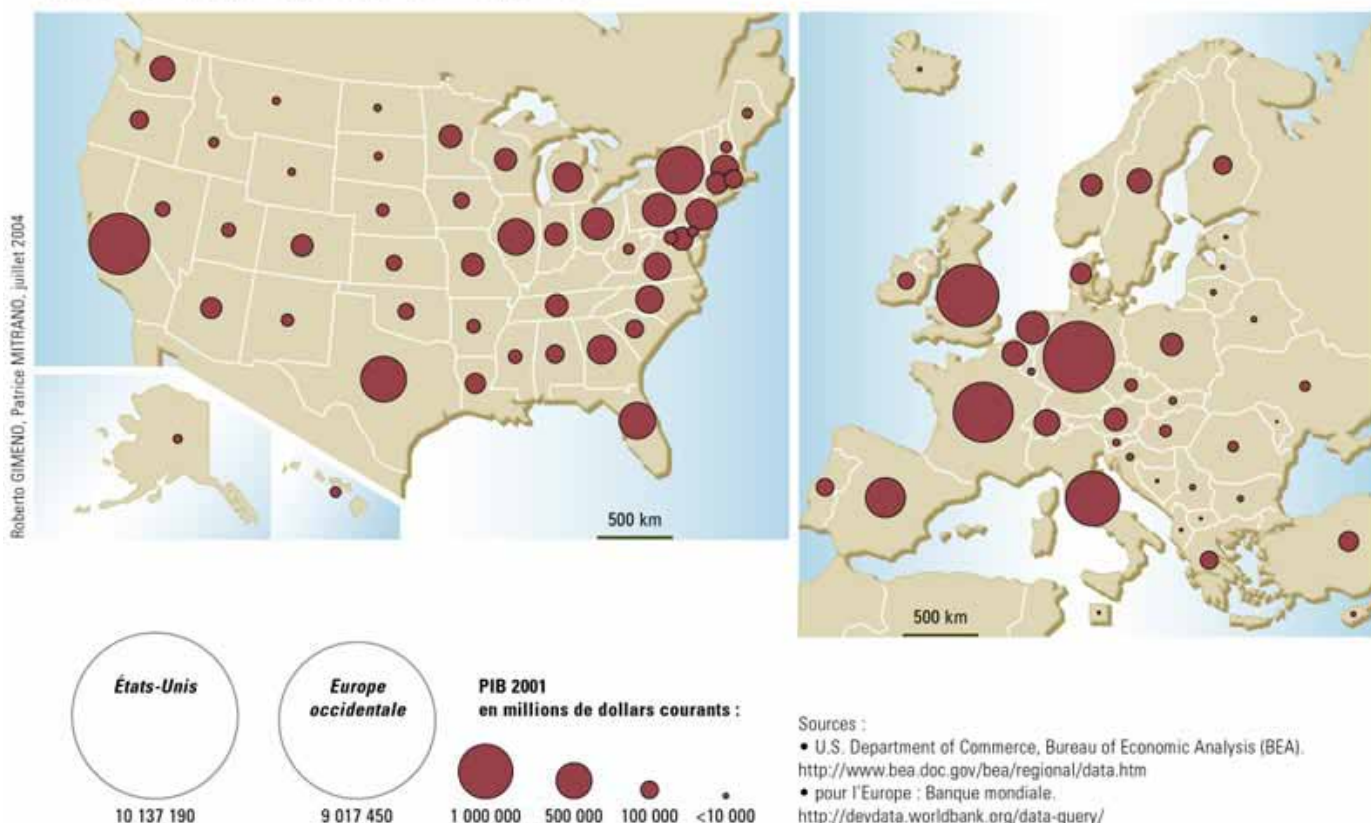
LETTRE OUVERTE AUX PRÉSIDENTIABLES

par Jean-Louis GUIGNARD

L'EUROPE est un idéal à condition qu'elle ne se construise pas sur des utopies où les effets pervers deviennent prédominants. Sa construction technocratique, et parfois « idiocratique », se faisait contre l'avis des peuple... parfois bien inspirés comme l'a montré le référendum du traité de Lisbonne. Les convictions devenaient dogmes. Comment en est-on arrivé à cet immense

gâchis et comment faire pour ne plus « marcher sur la tête »? On est dans une crise dite systémique qui ne peut se résoudre par quelques solutions isolées mais par la prise en compte complexe de l'imbrication de nombreux facteurs. Nous allons examiner principalement les problèmes liés à la création de monnaie. Remarquons qu'à titre conservatoire l'Allemagne a conservé ses coupures en marks et a,

États-Unis/Europe : répartition du PIB par État



© Questions internationales, numéro 9, La Documentation française, Paris, septembre-octobre 2004.
<http://www.ladocfrancaise.gouv.fr/revues/qi/sommaires/9/sommaire9.shtml>

dans le plus grand secret, préparé l'impression de billets en marks; espérons que la France est prête au cas où...?

Les plus grandes nations sont fédérales avec monnaie unique comme les États-Unis bien sûr, mais aussi la

Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Australie. C'est à dire que chaque État d'une fédération dispose d'une monnaie supra-étatique et n'a plus de la possibilité de création monétaire. Nous insistons sur un des effets pervers conduisant à des distorsions de croissance et de richesse allant en s'aggravant. Chaque État

RECONSTRUIRE L'EUROPE...(SUITE)

est conduit à d'endetter avec un coût alors que s'il disposait de l'arme monétaire il aurait un cout de 0 %. Cette création de monnaie n'est inflationniste que si cet endettement va au-delà de la croissance de l'économie réelle. Les facilités données à des gouvernements peu vertueux, dans une approche plus clientéliste qu'économique, a conduit à la spirale des crédits dits revolving ! Le 3 % de Maastricht est cumulatif! Les pays qui n'ont pas profité de ce cadeau maudit, comme par exemple la Slovénie, résistent mieux. Le coût de cette dette en termes de croissance a été estimé pour la France à plus de 1 % du PIB annuel.

On voit que, parmi d'autres facteurs, la monnaie unique aux USA induit des distorsions importantes de richesse. Même la Californie, neuvième puissance économique mondiale, doit faire face à un endettement monstrueux. Les USA ont profité imprudemment de leur statut particulier de principale monnaie d'échange; on est en droit de penser que l'on est en fin de cycle. Le fédéralisme monétaire a montré ses limites et ses immenses défauts lorsqu'il s'applique à des régions à économies et démographies divergentes.

On a pratiqué du libéralisme dans la finance là où il ne doit pas s'appliquer, et un dirigisme peu libéral dans l'économie réelle par une politique ultra-réglementaire privilégiant les grands groupes industriels au détriment des PME-PMI innovantes encadrées et surtaxées... sous prétexte de les « aider »!

Pour l'Europe les traités de Maastricht et de Lisbonne ont volés en éclat. On ne peut alors que s'étonner, voire s'indigner que la Commission européenne, confinée dans une vision néolibérale, veuille contrôler toujours plus des États gaspilleurs et indociles alors qu'il est démontré l'immense responsabilité de la finance ainsi que l'abandon de leurs responsabilités par les gouvernements .

On le voit en particulier pour la Grèce où les plans d'austérité enfoncent encore un peu plus ce pays.

Remarquons au passage que le budget militaire de la Grèce n'est pas touché comme si les autres pays cherchaient à récupérer leurs « billes » plutôt que de sauver ce pays. Les plans de sauvetages sont contre-productifs et augmentent la dette des pays payeurs...

On est loin de la stupide règle d'or. La conception punitive des économies reste la tendance.

Le Pacte pour l'Euro, le Mécanisme européen de solidarité (MES) - fond censé venir en aide aux pays en difficulté, dans l'immédiat sans perspective afin d'uniformiser la zone euro - reviennent à durcir les critères des traités de Maastricht et de Lisbonne qui ont montré leur nuisance... ça ne marche pas alors on double la mise! Pour le citoyen lambda, qui regarde passer un train qui n'est pas pour lui, c'est à terme l'adoption de l'âge légal de la retraite à soixante-sept ans, la fin de l'indexation des salaires sur l'inflation et l'inscription des règles de Bruxelles dans notre constitution. Ces traités, Maastricht et Lisbonne, nous ont été présentés comme une source de progrès économique et social par des idéologues... on voit le résultat. **Il est choquant que le projet européen soit abimé par des développements plus dogmatiques que réalistes.**

Jusqu'en 2007 l'Irlande et l'Espagne étaient considérées comme les bons élèves de l'Europe remplissant les critères de 3 % et 60 % du PIB. Leurs bulles immobilières proviennent d'un endettement privé dément que les banques ont laissé filer sans aucun contrôle de Bruxelles (création privée de monnaie). La mutualisation de ces dettes conduit au défaut de l'État. Ce qui est arrivé à ces pays risque d'arriver au niveau de la zone euro en mutualisant les dettes des pays défaillants.

La loi n° 73-7 du 3 janvier 1973 sur la Banque de France (aussi appelée loi Pompidou-Giscard), et parfois, péjorativement, loi Rothschild, allusion au fait que Pompidou fut directeur général de la

RECONSTRUIRE L'EUROPE...(SUITE)

banque Rothschild), est une loi votée en France sous l'impulsion de Valéry Giscard-d'Estaing, alors ministre de l'Économie et des Finances, sous la présidence de Georges Pompidou.

L'article 25 de cette loi est le suivant dans leur jargon technocratique:

« Le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France. »

Cet article a été repris par l'article 104 du traité de Maastricht et par l'article 123 du traité de Lisbonne. **Par cette disposition nous donnons le pouvoir à la finance; les États et en conséquence les citoyens perdent le contrôle de leur économie et de leur richesse.**

Cette loi modifie l'organisation de la Banque de France et affaiblit les droits du Trésor Public par rapport à celle-ci. L'article 25 interdit en effet au Trésor Public d'emprunter directement à la Banque de France à un taux d'intérêt faible ou nul (par création monétaire), comme il en avait jusqu'alors le droit. Les gouvernements français devront dès lors trouver d'autres sources de financement, principalement en empruntant à des taux d'intérêts plus élevés aux banques privées ou encore par des emprunts nationaux. Le cout en croissance est exorbitant.

Un emprunt national sera d'ailleurs émis juste après la création de cette loi. En 1973, Valéry Giscard-d'Estaing met en place l'emprunt Giscard, emprunt national à un taux d'intérêt de 7 % qui sera particulièrement coûteux pour la France puisque pour 7,5 milliards de francs emprunté pour quinze ans, l'État dut rembourser (en intérêts et capital) plus de 90 milliards de francs.

Remarque:

Un emprunt de 20 G€ obligatoire avec un taux de 0 % sur cinq ans serait un juste retour des choses pour les assujettis à l'ISF ou ceux qui payent plus de 5.000 € d'IRPP sans oublier ceux qui bénéficient de manière parfaitement anormale de l'extraterritorialité.

Il convient de dénoncer cette loi comme un endettement volontaire de la France au bénéfice des banques privées, le Trésor Public devant emprunter aux banques privées à des taux d'intérêts plus élevés que ceux qu'elle pratique elle-même augmentant **AUTOMATIQUEMENT** depuis lors **la dette publique de la France.**

Malheureusement on ne peut pas le faire avec la structure actuelle de l'euro. Il faut donc revoir sa copie. Il faudra que la classe politique ait le courage de reconnaître ses erreurs, apanage, non pas de l'homme politique, mais de l'homme d'État privilégiant l'intérêt supérieur plutôt que celui de son égo ou de son clan. Il ne faut ni abandonner l'euro, ni le maintenir en l'état mais **le reconstruire comme un panier de monnaies européennes.**

Avec des règles :

abolition de la loi du 3 janvier 1973 et de l'article 104 du traité de Maastricht et par conséquent de l'article **123 du traité de Lisbonne** ;
les taux de changes à l'intérieur de l'Euro obéiront à des règles communautaires strictes liées à la balance commerciale intercommunautaire et à la dette publique et privée ;

la spéculation comme le trading sera assimilé à un délit d'initié. L'achat d'un titre est fait pour accompagner une entreprise et devra donc être conservé un temps suffisant ;

un moratoire (à titre exceptionnel) permettra de limiter la dette de chaque pays à sa capacité de remboursement afin de ne pas obérer ses atouts économiques et industriels ;

un fond souverain en euros (MES) important sera levé afin de faire de l'euro une monnaie internationale d'échange et dissuader la spéculation... ; la BCE aura aussi pour objectif le plein emploi . ■

NOTRE DEVENIR

par Pierre CHASTANIER

L'HISTOIRE de l'univers nous interpelle au plus profond de notre Être.

Bien sûr, grâce aux gigantesques progrès de la science, nous croyons presque tout savoir, aujourd'hui, de ce qui est advenu depuis le *big-bang*.

Nous nous expliquons la naissance du cosmos, l'éclosion du système solaire, l'apparition de la terre, la constitution au sein de la soupe primitive des premiers composés organiques, la formation des acides nucléiques, l'apparition de la vie, la photosynthèse des végétaux, les débuts de l'évolution, l'avènement de l'*Homo sapiens sapiens*, la croissance exponentielle des connaissances, la remise en cause récente des modèles darwiniens,... mais toujours, depuis les présocratiques, perdus dans cet insondable cosmos, les mêmes interrogations métaphysiques nous hantent, en quête de sens.

En effet, si l'Univers n'a pas de sens, s'il n'est architecturé qu'autour de lois physiques si majestueuses soient-elles, s'il est dépourvu de toute règle morale, alors règnera à jamais la loi de la jungle et l'homme aura toutes les raisons, s'il en est capable, d'être un loup pour l'homme et de mieux profiter d'une existence égoïste, du hasard de sa naissance au néant de sa disparition.

S'il a un sens, au contraire, alors, profondément enfoui dans les secrets de l'Univers, une Vérité émergera un jour, à son heure, déjà annoncée par les guides spirituels qui ont balisé les chemins de l'humanité, qui révélera les mystères de la création, le rôle dévolu à l'espèce humaine ou aux mutants qui naîtront d'elle, expliquant avec une lumineuse clarté cette prodigieuse aventure et justifiant à terme les efforts de perfectionnement qu'il aura fallu accomplir sur nous-mêmes pour suivre le message des grands initiés.

Il n'est pas, ici, dans mon propos de relater, une fois encore, les étapes successives de tout ce qui est devenu connaissable. Dès que l'on passe des quarks aux particules élémentaires, des forces nucléaires aux lois de la thermodynamique, des chocs moléculaires aux constructions stéréochimiques, des règles énergétiques aux modes d'action enzymatiques, des êtres unicellulaires à l'homme, tout se conçoit, tout s'explique progressivement, seules restent les lancinantes questions de l'avant big-bang et du devenir.

Conscients du rôle qui nous est dévolu, récepteurs de gènes complexes arrivés jusqu'à nous par filiations successives, eux-mêmes nés des interactions chaotiques atomiques et moléculaires des premiers jours du Cosmos, notre devoir est de transmettre le code génétique qui nous est propre, en le dispersant à la multitude de nos descendants.

Chaque être vivant, quelle que soit sa place dans le règne animal ou végétal est donc à la fois le point d'arrivée d'un faisceau convergent de milliards d'informations génétiques provenant de tout ce qui nous a précédé et le point de départ d'un cône de dilution d'autant d'informations qui, lorsque nous avons procréé, s'uniront à d'autres, venues d'ailleurs, pour continuer la chaîne de la vie.

L'humble tâche qui nous est assignée paraît donc bien ingrate et même quelque peu désespérée. Elle pourrait en théorie, dans un monde moins individualiste, conforter l'esprit de fraternité qui devrait régner entre les membres d'une même famille humaine mais nous espérons bien davantage.

Or, de même que notre corps et ses nombreux atomes issus d'origines animales, végétales et minérales si diverses, unis aujourd'hui dans une forme particulière du Moi, sont immanquablement recyclés tout au long de notre vie et après notre mort, de même nos pensées, produit de notre réflexion et reflet d'autres pensées, sont instantanément propagées autour de nous, sitôt émises, sans que nous n'y prenions garde, alimentant la pensée du monde qui nous influence et que nous influençons en retour.

Notre Moi conscient actuel, qui nous est si cher, correspond donc dans l'espace-temps à une réalité infiniment complexe qui nous relie à la fois à l'histoire de tout ce qui vient de devenir Nous, en ce moment, matière et esprit, en convergeant dans la forme actuelle de notre Être et à tout ce qui sera encore Nous, matière et esprit, demain, sous d'autres formes, puisque à peine conçus, convergence de ce tout ce qui a précédé et qui est devenu Nous, nous divergeons aussitôt vers nos états successifs ultérieurs dont la mort, comme la naissance, ne sont que des étapes particulières.

L'enseignement d'Aristote ou le message du Christ, présents dans nos neurones sous une forme chimiquement mémorisée et de ce fait accessibles à notre conscience ne sont-ils pas plus Nous que le souvenir disparu de notre petite enfance ou de notre vie intra-utérine ?

Nos pensées qui ont influencé notre entourage ne sont-elles plus à nous alors qu'elles deviennent pensées d'autrui ?

« Un est le Tout » disait l'auteur des *Ennéades*. Quatorze siècles plus tard Spinoza proclamait le même unicisme. Plus nous avançons dans la connaissance, plus nous sommes éblouis par la clarté de leurs visions.

Avançons donc sans crainte vers notre devenir, comme disait Goethe, car, sous une autre forme (même si le rêve des « transhumanistes » se réalise un jour prochain) il n'est rien d'autre que nous-mêmes ! ■

UE : LE G20 DU RIDICULE

par *Hélène NOUAILLE*

directrice de la rédaction de *Léosthène* (helene.nouaille@free.fr)

« LES Européens sont à l'heure où l'on parle au G20 ridicules, ridicules au regard de la planète internationale » et sont « seuls face au monde et obligés de tendre la main pour demander 100 milliards à la Chine alors que la zone euro a un PIB qui fait 10.000 milliards, deux fois supérieur à celui de la Chine ». Ils ont montré leur « incapacité à réfléchir à cette crise pour trouver une solution en leur propre sein (...). Ou plus exactement la seule solution qu'ils aient trouvée, c'est le retour à l'équilibre budgétaire, ici, maintenant, partout, c'est hélas, ce qui c'était passé dans les années 30, et c'est ce qui dans les années 30, a fabriqué la crise majeure qu'on a connue » (1). Daniel Cohen, vice-président de l'école d'Économie de Paris, membre du Conseil d'analyse du Premier ministre (CAE) et spécialiste des dettes souveraines répond, le 4 novembre sur *France Culture*, sans ambiguïté.

Par ailleurs conseiller auprès du Gouvernement grec pour la banque *Lazard*, il rappelle que le Premier ministre grec, Georges Papandreou, a été élu en 2009 sur un programme de relance de l'économie, relance qui était partout une priorité, à un moment où l'écart de taux de financement avec l'Allemagne était de 1 %, quand les dettes souveraines étaient réputées sans risque. La Grèce était, en 2008, un peu moins endettée que l'Italie (autour de 110 % du PIB) sans que quiconque considère à l'époque que cet endettement était aberrant. Durement frappée par le ralentissement mondial, quand l'économie grecque dépend beaucoup du tourisme et du commerce maritime qui se sont effondrés, elle voit son déficit atteindre 15,5 % quand sa loi de finance prévoyait un déficit de moins de 4 %.

C'est ici que se révèle le défaut de l'architecture européenne. Partout ailleurs, la banque centrale ouvre un guichet et rachète de la dette, cassant les anticipations de défaut, excepté dans la zone euro où ce rôle est interdit par construction à la BCE. On a donc dû recourir aux autorités publiques des autres États européens qui ont dès l'origine très mal évalué la situation, manqué de lucidité et de rapidité

- Daniel Cohen parle d'aveuglement. « À partir du moment où ils ont laissé – et c'est là le crime pour moi - la Grèce plonger dans l'insolvabilité, il n'y avait plus d'autre recours que de soutenir le pays, à coups de financements récurrents ». Mais le mal était fait, le doute sur les dettes souveraines installé avec les rumeurs de chaos et les taux consentis aux États pour se refinancer se sont envolés pour tous.

Et c'est bien le poids des intérêts qui est insoutenable. « Partant d'une situation où le coût de la dette était très bon marché, et donc ne devrait pas peser sur les finances publiques, puisque ce qui compte dans les finances publiques ce n'est pas le volume de la dette mais le poids des intérêts (...). Or avec des taux d'intérêts qui n'ont jamais été aussi faibles du fait de la crise, la dette ne devait pas normalement être un problème au moment de la crise, elle aurait été un problème au moment de la reprise, où les taux d'intérêts se seraient relevés, où le coût du refinancement aurait augmenté. À ce moment-à il aurait fallu profiter de la reprise pour apurer la dette qu'on a accumulé pendant la crise. C'est le scénario classique. Ça ne s'est pas passé comme ça en Europe et en Europe seulement. Ça se passe comme ça partout, en Angleterre, aux États-Unis, dans les pays émergents... » (1).

Au spectacle de leur incapacité à trouver une solution interdite par construction, pourtant assis pour les vingt-sept membres de l'Union européenne sur une richesse de 15.000 milliards de dollars de produit intérieur brut (PIB équivalent à celui des États-Unis) et un excédent primaire (excédent budgétaire hors la charge des intérêts, ce qui est le cas de l'Italie) même pour la zone euro, les Européens ont ajouté celui d'un déficit politique grave. Le symbole, remarque l'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine, en est « l'effet de panique du système européen parce qu'un premier ministre, pris à la gorge entre les exigences de l'Europe exprimées sur un ton de plus en plus désagréable et à mon avis choquant et contre-productif, un peuple qui se rebelle et des parlementaires

UE : LE G20 DU RIDICULE... (suite)

qui se défilent (...) décide de recourir à un référendum, ce qui est parfaitement légal et légitime » (2).

Marque du « fossé grandissant entre les décisions qui sont prises par le système européen globalement, les peuples et le mécanisme démocratique « cette réaction, cette façon de parler « au dirigeant légitime d'un peuple en grande difficulté », qui est également celle de « la Banque centrale, la Commission et de tous les commentateurs » est profondément irrespectueuse de la réalité européenne. Quand l'Europe attend la décision de l'Allemagne, dont la souveraineté a été réaffirmée en juin 2009 par la cour constitutionnelle de Karlsruhe, personne ne proteste des hésitations ou du temps perdu – déterminant pourtant dans le cas de la Grèce. « Il y a encore des peuples souverains dans le système européen » rappelle Hubert Védrine, et « la démocratie continue à fonctionner dans chaque pays européen » lieu unique d'une légitimité qui manque par nature au système « politico-technocratique » européen.

On se demande ce que les grands pays présents à Cannes, dont certains sont loin du système démocratique que les Européens leur proposent en modèle, et avec quelle insistance arrogante, ont pu penser de la manière dont leurs hôtes le mettaient en pratique, incapables de trouver entre eux le chemin d'une harmonisation, d'une coordination indispensables, « de l'exercice d'une souveraineté en commun » - sauf à se réfugier, à fuir, dans le mot-valise d'un « fédéralisme » jamais défini. Comme ils n'ont pas été capables de préciser les termes et le fonctionnement de la structure de secours des finances de la zone euro, le Fonds européen de solidarité (FESF) auxquels les pays dit émergents, riches en liquidités, étaient invités à contribuer. La réponse a d'ailleurs été claire : aucun pays, a précisé la chancelière allemande à l'issue du Sommet, n'a accepté l'invitation.

Le bilan pour l'UE ? « Une humiliation et une grande solitude » écrit Alain Faujas pour *Le Monde* (3) au lendemain du sommet. « Que l'Europe se débrouille d'abord seule ! ». Sans planche à billets, donc, avec son problème de refinancement intact – elle est entre

les mains des marchés - aucune solution en place à court terme, une Banque centrale incertaine de sa légitimité et de son mandat – l'avenir est à l'austérité sans croissance. Et les nuages s'accumulent lorsque l'on constate la répétition du scénario grec vis-à-vis de l'Italie, le nouveau bouc émissaire désigné étant Silvio Berlusconi quand la situation politique intérieure italienne est très instable et que les intérêts de la dette (refinancement à 6,25 % le 4 novembre) sont insupportables. Au G20 bien sûr on aura discuté des pistes, lancé des idées, fait le constat de l'interdépendance internationale : d'une manière ou d'une autre, l'économie européenne sera soutenue à terme parce qu'elle « *too big to fail* » pour le reste du monde. Mais l'UE s'est placée en position ridicule en venant demander au monde extérieur de résoudre pour elle un problème politique interne, son désordre de région riche, une position qui laissera des traces dans les esprits des peuples qui la composent comme de ses partenaires.

Nous avons été témoins de son désarroi, quand l'autre pôle de puissance démocratique, les États-Unis, est dans une même situation d'impuissance.

Rien ici de très rassurant pour l'ordre du monde à venir. ■

Notes :

(1) *France Culture*, le 4 novembre 2011, Daniel Cohen l'Invité des *Matins*.

<http://www.franceculture.fr/emission-l-invite-des-matins-daniel-cohen-2011-11-04>.

(2) *France Culture*, le 4 novembre 2011, *Le monde* selon Hubert Védrine.

<http://www.franceculture.fr/emission-le-monde-selon-hubert-vedrine-le-monde-selon-hubert-vedrine-2011-11-04>.

(3) *Le Monde*, le 5 novembre 2011, Alain Faujas, *Au G20, la zone euro laisse seule à ses tourments*.

http://www.lemonde.fr/crise-financiere/article/2011/11/05/au-g20-la-zone-euro-laissee-seule-a-ses-tourments_1599548_1581613.html.

Compte rendu du dîner-débat du 12 octobre 2011

En présence de MM. Henri Conze et Jean-Dominique Giuliani

UNE DÉFENSE EUROPÉENNE COMMUNE EST-ELLE SOUHAITABLE ET EST-ELLE POSSIBLE ?

par Christine ALFARGE

« **L'**esprit régalien n'est jamais aussi fort que lorsqu'il s'agit de l'armée incarnant à la fois la souveraineté nationale, le progrès technologique et scientifique, la protection de la nation contre toutes les menaces extérieures. »

Au regard de l'Histoire, c'est en 1932 que le Général de Gaulle faisant partie du secrétariat du Conseil supérieur de la Défense nationale, rédige *Le Fil de l'Épée*, un écrit politico-philosophique et militaire consacré aux conditions morales, politiques et stratégiques nécessaires à une défense nationale. En 1934, il publie *Vers l'armée de métier*, puis quatre années plus tard, *La France et son armée*, un livre censé alerter les pouvoirs publics sur l'urgence absolue d'une nouvelle doctrine stratégique devant intégrer les armes mécanisées et leur utilisation offensive. Pendant la « drôle de guerre », il tente encore une fois d'attirer l'attention du pouvoir politique et de l'état-major sur la nécessité incontournable de disposer de divisions blindées face au péril allemand. Il préconise la création d'un corps d'armée mécanisé permanent d'au moins cent mille hommes capable de se porter en première ligne comprenant plusieurs divisions d'infanterie dotées de chars en quantité, d'artilleries lourdes et de transmissions modernes. Ses théories en matière d'armement et de défense ne seront pas admises dans l'état-major français et l'ironie du sort veut que ce soient les généraux allemands qui aient compris la démarche du Général de Gaulle en enrichissant leurs propres stratégies en France, en Russie et en Afrique du Nord.

Le Général de Gaulle développera des idées modernes sur l'armée de métier et militera pour la création d'un corps professionnalisé, jeune rigoureusement formé durant plusieurs années d'études aux innovations technologiques avec pour atouts premiers de cette armée importante, la mobilité et la haute qualification. Il plaidera en faveur des méthodes sophistiquées de transmissions et de renseignements indispensables pour vaincre dans des guerres modernes.

Un monde en mutation et imprévisible

Si la guerre froide fait maintenant partie de l'histoire, il n'en demeure pas moins que des questions se posent sur les menaces potentielles traditionnelles. La France reste, comme les autres pays européens, exposée à une diversification de risques qui peuvent prendre des formes très diverses allant du terrorisme au crime organisé, en passant par des conflits locaux ou régionaux. Le risque de confrontation majeure s'est éloigné avec l'effondrement de l'Union soviétique, mais qui peut

dire comment la Russie, confrontée à des enjeux pétroliers d'Asie centrale, évoluera dans les prochaines décennies. Pour la Chine, acteur stratégique de premier plan, sa montée en puissance militaire lui fera jouer un rôle régional déterminant dans le triangle nucléaire Chine, Inde, Pakistan. La montée en puissance de la Chine se fera-t-elle de manière pacifique, tant sur le plan intérieur qu'international ? L'accroissement de consommation de l'Asie ne risque-t-il pas d'engendrer des conflits violents sur le contrôle des matières premières et la redistribution des ressources essentielles. Quant à l'Europe, son évolution va dépendre de trois facteurs majeurs : le redéploiement stratégique des États-Unis en direction de l'Asie, les rapports entre rive Nord et rive Sud de la Méditerranée et sa capacité à construire une structure politique. Le rôle de certains acteurs régionaux dans les pays d'Asie et du Moyen-Orient, sera également déterminant pour l'équilibre de l'ensemble européen, voire du monde.

L'émergence d'une Europe politique nécessaire

Henri Conze qui se décrit comme un européen convaincu, pense qu'il faut répondre à la question de l'avenir. « *Ce qui s'est passé en Lybie doit nous intéresser car c'est la première fois que l'Europe a pris des initiatives, ceci après la réintégration de l'Otan mais qui ne change rien à notre souveraineté ; Cette affaire de Lybie va conduire à poser les limites de cette coopération qui demeurent une aventure à la carte. Il y a bien une tentative vers une Europe plus politique depuis la crise financière et économique mais les difficultés à se mettre d'accord ressemblent plus à une coquille vide qu'on a rempli, d'autres ne se sont jamais remplies. Pour lui, il n'y a pas de défense européenne, le seul espoir, voir émerger une Europe politique, c'est la grande question qui se pose aujourd'hui parce que nous sommes en pleine crise et que nous n'avons pas su décider d'une monnaie unique sans avoir défini en commun les secteurs de compétitivité, de l'inflation, des problèmes sociaux conduisant fatalement au chaos que nous connaissons. Il faut se mettre d'accord sur toute la conduite à tenir basée sur le rapprochement franco-allemand.* »

Il n'y a pas de défense sans richesses

Le poids et l'évolution de la puissance américaine auront une influence déterminante sur la conflictualité du monde. Par leur puissance économique et militaire, les États-Unis constituent le point de référence par rapport auquel se construit tout effort

COMPTE RENDU DU DÎNER-DÉBAT... (suite)

stratégique. Pour contenir l'émergence et l'expansion de grandes puissances concurrentes potentielles, ils devront maintenir dans la durée leur supériorité économique, technologique et militaire. Nous sommes entrés dans un autre monde où les guerres sont et seront d'un type nouveau. Selon Jean-Dominique Giuliani : « *Les États-Unis doublent leur puissance maritime parce qu'ils sont les plus riches. L'objectif de la défense est une domination stratégique.* » Il se dit optimiste parce qu'il croit que « *ce qui est nouveau, c'est l'objectif stratégique de la puissance militaire, sans rien imposer mais convaincre ses voisins. Au lendemain de 1940, grâce au Général de Gaulle, tout s'appuie sur une croissance forte, aujourd'hui les pays pauvres affichent 20 % de la richesse mondiale, 34 % l'Europe et 28 % l'Amérique du Nord. Tout ce mouvement nous a donné la paix, la prospérité où l'on s'est peut être endormie depuis une dizaine d'années. Nous sommes les champions de la guerre, cet accomplissement stratégique est la force d'attraction de l'ouest. Nous ne pouvons pas nous imaginer sans armée, nos militaires n'envisagent plus d'intervenir sans coopérations* ». En cela, le Général de Gaulle était un visionnaire, contre les périls de la supranationalité, il énonçait publiquement son projet sur la construction européenne en septembre 1961 : « *Assurer la coopération régulière des Etats de l'Europe occidentale, c'est ce que la France considère comme souhaitable, possible et pratique, dans les domaines politique, économique, culturel et dans celui de la défense ... Cela comporte un concert organisé, régulier de gouvernements responsables et le travail d'organismes spécialisés dans chacun des domaines communs et subordonnés aux gouvernements...* ».

Les fondements de la politique de défense de la France reposent sur une conception globale de la défense, l'autonomie stratégique et la solidarité européenne et transatlantique. L'ordonnance 59-147 du 7 janvier 1959, portant sur l'organisation générale de la défense, la définit ainsi : « *La défense a pour objet d'assurer en tout temps, en toutes circonstances et contre toutes les formes d'agression, la sécurité et l'intégrité du territoire, ainsi que la vie de la population. Elle pourvoit de même au respect des alliances, traités et accords internationaux.* ».

Si l'Otan reste le fondement de la défense collective de l'Europe, la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD) est un volet majeur de l'Union Européenne. La France dont la stratégie militaire se décline en quatre fonctions stratégiques : *dissuasion, prévention, protection et projection*, affirme le rôle moteur qu'elle entend y jouer, notamment dans le renforcement du pilier Défense sur la réflexion prospective des systèmes de forces. Cette réflexion est basée sur plusieurs domaines : les capacités opérationnelles dont l'Union européenne a besoin pour faire face aux évolutions géostratégiques et aux nouvelles menaces, les capacités technologiques ainsi que les capacités techniques et industrielles, dans un cadre national et européen de l'équipement des forces.

Dans un souci d'efficacité globale et de préservation de la souveraineté nationale, cette réflexion prospective doit intégrer

d'une part la mutualisation des capacités pour laquelle chaque pays adhère à une capacité collective confiée à la communauté sous une seule autorité organique, comme le souligne Jean-Dominique Giuliani : « *La mutualisation met à notre disposition les moyens financiers que nous ne pourrions pas financer nous-mêmes* », d'autre part le partage capacitaire pour lequel un pays avec dépendance librement choisie, confie à d'autres tout ou partie d'une capacité qu'il renonce à exercer lui-même dont les règles et les domaines d'application devront être définis lors de travaux futurs sous l'égide de l'Agence européenne de défense (AED).

L'enjeu actuel, notre capacité de dissuasion

La dissuasion nucléaire est la garantie fondamentale contre toute menace pesant sur les intérêts vitaux de la France, elle doit également contribuer à la sécurité de l'Europe sur le principe de solidarité croissante des pays de l'Union européenne. Le maintien de la dissuasion nucléaire après 2015 ne se pose pas, maintenir le cap de la dissuasion pour le futur est une question de bon sens, le nucléaire ne va pas disparaître mais la tentation peut exister. La diplomatie et la défense vont de paire et sont indispensables pour approfondir le dialogue. Une réflexion portant sur l'ensemble des programmes et l'autonomie militaire ne peut se faire que dans un cadre européen, la France est capable de moderniser mais elle n'a pas les moyens de financer seule. Une coopération technique doit lui permettre de valider ce qu'elle dit depuis des années en faveur d'une consolidation européenne.

L'espoir de l'action politique pour retrouver la condition militaire

L'évolution des sociétés et des crises est un vrai défi pour l'institution militaire. L'effort de coopération et d'interopérabilité n'est pas simplement une obligation absolue qu'il faut exiger d'autrui, dans l'objectif d'une synergie des efforts, d'une mise en commun des capacités et des expertises, d'une recherche de maîtrise des coûts, surtout des coûts fixes qui deviennent considérables dans des armées de haute technologie, notamment quand la taille des armées se réduit, c'est aussi un impératif que l'armée française peut se fixer pour elle-même. Cependant l'interopérabilité doit moins être subie que décidée, réfléchi en fonction de finalités tactiques, mais surtout politiques. Elle doit avoir un sens opérationnel, mais plus encore un sens politique. La seule interopérabilité qui vaille c'est « l'interopérabilité différenciée » en fonction des milieux d'action et des visions politiques.

Une Défense européenne commune est avant tout une volonté politique et la capacité d'adaptation d'une culture stratégique et militaire qui constitue le cadre dans lequel concepts stratégiques et décisions de défense doivent être débattus et décidés pour quels besoins, quels coûts, par rapport à quelles menaces extérieures, l'avenir de nos propres armées en dépend. ■

Inédits !

LES MESSAGES SECRETS DU GÉNÉRAL DE GAULLE

(Londres de 1940 à 1942)

par Luc BEYER DE RYKE

Au temps des imprécations, de rages convulsives qui le saisissait, de aigreurs révolutionnaires qui lui rongeaient les sangs, certains voulaient embastiller Sartre. De Gaulle eut ce mot : « *On n'emprisonne pas Voltaire.* ».

C'est à sa réplique que j'ai songé ce 1^{er} novembre. J'avais accompagné une chercheuse accomplissant une thèse sur Voltaire à Cirey-sur-Blaise. Là où le philosophe, sec comme un sarment et en ayant la longévité, vécu quinze ans avec la marquise du Châtelet.

Cirey est à deux tours de roue de Colombey. À peine l'a-t-on quitté que, surplombant le vallonement des champs mordorés par la lumière d'automne, se détache la croix de Lorraine.

Le ciel était sans nuages. Un soleil de fin de saison nimbait la tombe du Général. Ce qui me ramena en pensées à l'époque où, à la sortie de la messe, j'échangeais quelques mots avec lui. Son contentement d'apprendre que Fidel Castro m'avait confirmé que les *Mémoires* étaient sur sa table de chevet. Ce moment de recueillement me fit évoquer la journée du 10 novembre. Le Général était mort la veille au soir et le *Journal Télévisé* belge m'avait envoyé à Colombey. J'y recueillais les confidences de l'abbé Jaugey, curé de Colombey, et assurais le reportage de funérailles. « *La France était veuve.* »

Si, avec émotion, je tourne ainsi une à une les pages d'un livre où la mémoire collective se confond avec celles plus intimes de la mienne, c'est qu'en ces journées de novembre, à Paris, le musée de Lettres et de Manuscrits ouvre une page nouvelle, inédite, se rapportant à « *l'Homme du 18 juin* » (1).

Ce sont trois cent treize messages secrets dans lesquels de Gaulle en 41 et 42 donnait de ordres aux Compagnons de la France Libre investis de la mission d'organiser les combats au Moyen-Orient, en Afrique et dans le Pacifique.

Ces messages et manuscrits étaient jusque -là demeurés dans la famille et n'avaient pas été publiés pour certains qu'en annexe de *Mémoires de guerre* ».

Leurs destinataires ont nom de Churchill, Staline à titre exceptionnel et plus nombreux lorsqu'ils s'appellent Leclerc, Muselier, d'Argenlieu ou encore Félix Éboué, Pleven, Cassin ou Palewski. Il en est même un adressé à Albert Schweitzer où le général se dit « *heureux de vous voir à mon prochain voyage en Afrique* ». À Churchill, de Gaulle dit combien « *du fond de son malheur la vieille France espère d'abord de la vieille Angleterre* ». Il est même de écrits surprenants où l'on voit de Gaulle tancer les plus proches, les plus fidèles, les plus illustres. Ainsi Leclerc qu'il rappelle à l'ordre... « *comme je porte la lourde charge de réparer les erreurs de tant d'autres, je dois vous rappeler au respect qui m'est dû* ». Fermez le ban ! Si ces orages n'étaient pas « désirés », ils avaient le mérite de ne pas s'éterniser et n'altéraient pas l'estime mutuelle unissant de Gaulle à ses compagnons.

Avec cette passionnante exposition qui se prolongera jusqu'en mai 2012, le musée de Lettres et de Manuscrits ouvre une de premières pages d'un livre dont l'épilogue s'écrivit le 8 mai 1945. ■

(1) Du 10 novembre 2011 au 12 mai 2012. 222, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tous les jours, sauf le lundi, de 10 heures à 19 heures, le jeudi, nocturne jusqu'à 21 h 30.